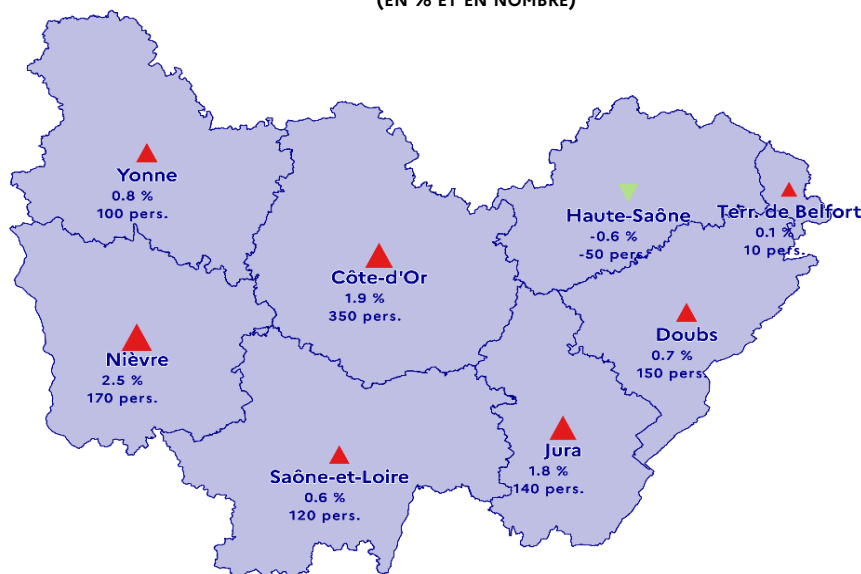


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
0,0 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au deuxième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) est stable en Côte-d'Or par rapport au 1er trimestre 2022. Hors intérim, l'emploi progresse dans les services marchands portés par le dynamisme de l'hébergement-restauration. L'industrie affiche à nouveau des gains d'emplois. En revanche, plus gros employeur, le secteur des services non marchands perd des effectifs. Sur un an, l'emploi salarié progresse (+ 1,2%), une hausse similaire à celle enregistrée au niveau régional. La demande en intérim se contracte dans tous les secteurs d'activité. Le dispositif d'activité partielle est largement moins mobilisé : près de 49 000 heures ont été chômées, soit presque trois fois moins qu'au cours du 1er trimestre 2022. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 9 900) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-3,6 %, soit -373), une baisse annuelle pratiquement similaire à celle de la région.

Au troisième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle progresse dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau 2019. Le nombre de créations d'entreprises est plus élevé par rapport au 3e trimestre 2021. La hausse de la demande d'emploi amorcée le trimestre précédent se confirme : la demande d'emploi (cat.A) s'accroît de 1,9 %, une des hausses les plus élevées de la région. La demande d'emploi des hommes et des jeunes augmente très fortement, des difficultés certainement liées à la baisse de l'intérim observée depuis le début d'année dans les secteurs de la construction et de l'industrie. De même, les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont moins nombreux sous l'effet d'un emploi intérimaire moins dynamique. En revanche, la demande d'emploi des femmes se maintient. Par rapport à l'an dernier, les inscriptions à Pôle emploi sont plus nombreuses et le nombre de sorties demeurent en tendance moins bien orientées.

CHIFFRES CLÉS

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **18 620** (+ 1,9 % sur un trim.)
Cat. B, C : **18 740** (- 1,0 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **37 370** (+ 0,5 % sur un trim.)

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,7 % au 2^{ème} trimestre 2022
+ 0,2 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

EMPLOI SALARIÉ

216 620 au 2^{ème} trimestre 2022
- 0,1 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

RECOURS À L'INTÉRIM

6 890 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2022
- 5,3 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Côte d'Or :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	18 620	+1,9	-7,6
Catégories B, C	18 740	-1,0	-5,7
Catégories A, B, C	37 370	+0,5	-6,6

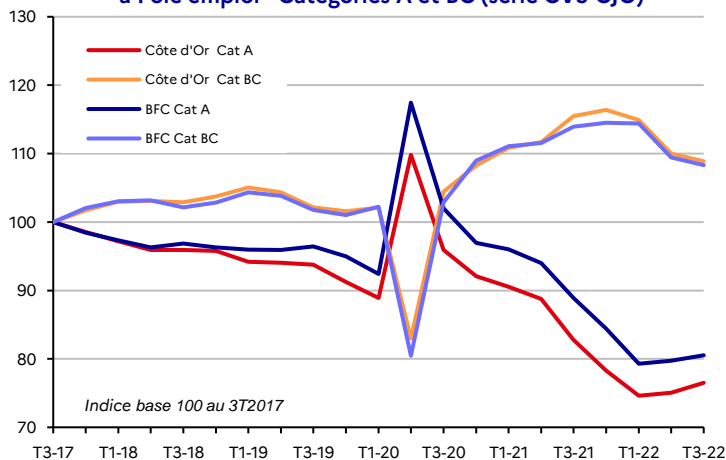
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	103 200	+1,0	-9,4
Catégories B, C	96 520	-1,0	-4,9
Catégories A, B, C	199 720	0,0	-7,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	9 560	+3,8	-7,4	+1,9	-10,1
< 25 ans	1 400	+6,9	-12,5	+3,4	-12,7
25 - 49 ans	5 540	+3,4	-6,1	+1,5	-10,3
50 ans et plus	2 620	+3,1	-6,8	+1,9	-8,2
Femmes	9 060	+0,1	-7,9	0,0	-8,7
< 25 ans	1 180	+2,6	-11,9	+0,5	-10,8
25 - 49 ans	5 430	+0,7	-4,2	+0,9	-7,7
50 ans et plus	2 450	-2,4	-13,1	-1,9	-9,7
Total	18 620	+1,9	-7,6	+1,0	-9,4
< 25 ans	2 580	+4,9	-12,5	+2,0	-11,9
25 - 49 ans	10 970	+2,0	-5,2	+1,2	-9,1
50 ans et plus	5 080	+0,6	-9,9	+0,1	-8,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	17 790	+1,3	-6,3	+0,5	-7,6
< 25 ans	2 450	+2,1	-14,0	+1,7	-12,5
25 - 49 ans	10 850	+1,2	-5,3	+0,2	-8,1
50 ans et plus	4 490	+1,1	-3,9	+0,4	-3,6
Femmes	19 580	-0,3	-6,9	-0,5	-7,0
< 25 ans	2 270	-0,4	-15,3	-2,2	-13,4
25 - 49 ans	11 830	-0,6	-5,6	-0,1	-6,8
50 ans et plus	5 480	+0,6	-6,0	-0,5	-4,7
Total	37 370	+0,5	-6,6	0,0	-7,3
< 25 ans	4 720	+0,9	-14,6	-0,2	-12,9
25 - 49 ans	22 680	+0,3	-5,5	+0,1	-7,4
50 ans et plus	9 970	+0,8	-5,0	-0,1	-4,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T3 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	19 900	+2,6	-1,9	+2,2	-1,3
DELD :					
1 à 2 ans	7 010	-1,1	-16,5	-0,7	-18,5
2 à 3 ans	3 710	-3,9	-9,5	-6,3	-13,9
3 ans et plus	6 750	-1,5	-6,9	-2,0	-6,6
Total DELD	17 470	-1,9	-11,5	-2,4	-13,3
Part des DELD	46,7%	-1,2 pt	-2,6 pt	-1,1 pt	-3,2 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2	Moyenne annuelle	
	2022	2022	2021
Assurance chômage	14 350	15 030	18 970
Solidarité - Etat	1 650	1 710	1 890
Autres	410	430	560
Total DE indemnisés	16 400	17 170	21 420
Formation	1 600	1 660	1 640
Part des DE indemnisés* :			
Côte d'Or	42,9%		
BFC	44,8%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Côte d'Or			BFC	
	T3 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	943	+113	+13,7	+467	+11,3
Fin de mission d'intérim	265	+36	+15,7	+253	+18,5
Démision	242	+29	+13,6	+153	+14,4
Rupture conventionnelle	289	-1	-0,5	+30	+2,2
Licenc. économique	35	-14	-29,3	-58	-17,1
Autre licenciement	260	+38	+17,0	+103	+7,7
Première entrée ⁽¹⁾	302	-29	-8,7	-209	-12,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	754	+57	+8,2	+51	+1,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	654	-42	-6,1	-190	-5,1
Autre motif ⁽⁴⁾	270	+35	+14,7	+88	+7,4
Motif indéterminé	313	-63	-16,8	-143	-6,9
Total	4 327	+158	+3,8	+545	+2,5

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Côte d'Or			BFC	
	T3 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	572	-49	-7,9	-406	-12,2
Entrée en stage ou formation	467	-59	-11,2	-220	-7,7
Arrêt de recherche**	337	-31	-8,5	-147	-7,1
dont maladie	202	-16	-7,2	-147	-11,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 832	-85	-4,4	-209	-2,1
Radiation administrative	304	+7	+2,4	+110	+6,4
Autre cas ⁽²⁾	313	-36	-10,4	-236	-12,1
Total	3 824	-253	-6,2	-1 109	-5,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

ns : non significatif

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2022	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Beaune	2 910	+4,3	-9,6	50,5	13,4	32,0	5,6
Dijon	13 720	+1,2	-7,7	48,3	14,1	25,0	8,0
Montbard	1 990	+3,6	-3,9	48,7	12,6	35,7	7,8
Dijon métropole	11 140	+1,5	-6,8	48,0	13,8	23,9	9,4
Côte d'Or	18 620	+1,9	-7,6	48,7	13,9	27,3	7,5

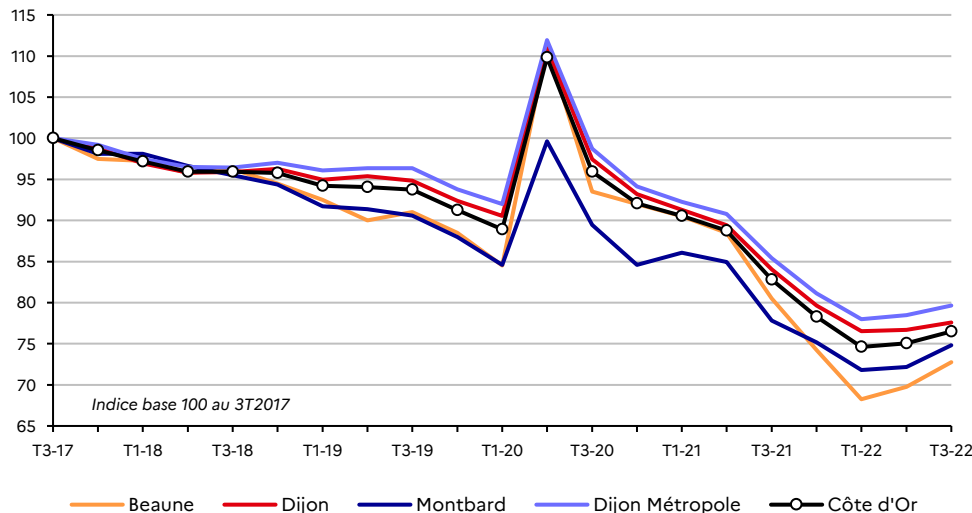
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2022	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2022	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Beaune	6 350	+1,4	-9,0	3 100	-1,9	-11,9
Dijon	27 110	+0,1	-6,0	12 360	-1,9	-11,6
Montbard	3 910	+1,6	-6,7	2 000	-1,5	-11,1
Dijon métropole	21 110	0,0	-5,4	9 390	-2,0	-11,0
Côte d'Or	37 370	+0,5	-6,6	17 470	-1,9	-11,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
590	+1,7	540	-11,5
2 840	+3,3	2 760	-4,8
340	-2,9	330	-13,2
2 330	+5,9	2 260	-3,4
3 770	+2,4	3 630	-6,7

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

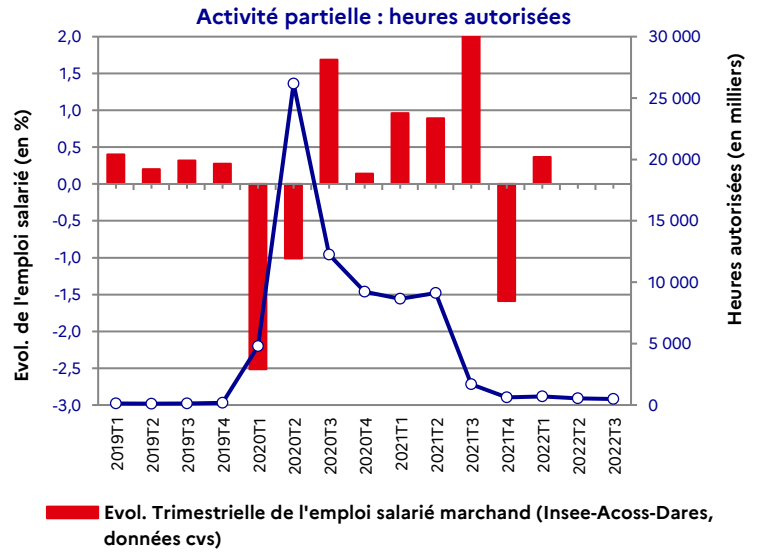
Activité partielle

Données CJO*	Côte d'Or	
	T2 2022	T3 2022
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	198	119
Volume d'heures autorisées	537 934	494 228
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	315 399	330 231
Construction	15 350	1 932
Commerce	77 280	68 879
Services	129 905	93 186
Etablissements autorisés	187	116
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	36	28
Nombre de salariés concernés**	3 879	3 213
Total heures autorisées 12 mois glissés	3 578 742	2 371 551

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



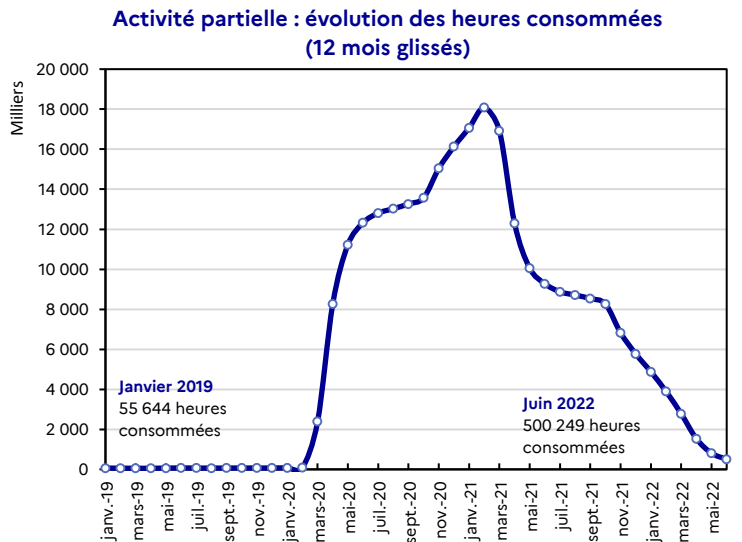
Données brutes	Côte d'Or	
	T1 2022	T2 2022
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	129 699	49 347
dont :		
Agriculture	98	0
Industrie	39 687	32 157
Construction	2 214	1 079
Commerce	11 666	6 058
Services	76 034	10 052
Etabs ayant consommé des heures	429	98
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	74	20
Nombre de salariés concernés**	1 385	573
Total heures consommées 12 mois glissés	2 775 383	500 249

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Côte d'Or	
	T3 2022	Evol./T3 2021 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	1 668	+2,3
dont :		
Entreprises individuelles	269	+11,6
Micro-entrepreneurs	1 028	-1,2
Sociétés	371	+6,6
Cumul sur 12 mois glissés	6 812	-5,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	640	+8,7
Cumul sur 12 mois glissés	2 632	+1,8

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Côte d'Or	
	T3 2022	Evol./T3 2021 (en %)
Ouvertures de procédures		
Nombre d'ouvertures de procédures	53	+39,5
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	17	+54,5
Liquidations judiciaires directes	36	+33,3
Nombre d'emplois menacés	106	+29,3
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	14	n.s.
Construction	38	+65,2
Commerce	12	n.s.
Services	39	-20,4
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	290	+38,1

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Côte d'Or 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	4 640	-110	-2,3	-210	-4,3	4 710	-130	-2,8	-210	-4,2
Industrie	26 230	+120	+0,5	+120	+0,4	28 390	-110	-0,4	+10	+0,0
Industrie agro-alimentaire	4 950	+50	+0,9	+70	+1,4	5 300	+10	+0,3	0	+0,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 790	+20	+0,6	0	-0,0	2 940	+10	+0,2	+20	+0,6
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 700	+20	+0,4	+10	+0,3	5 020	-90	-1,7	-120	-2,4
Matériels de transport	1 420	-20	-1,1	-60	-4,3	1 550	0	+0,2	-60	-3,4
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 380	+60	+0,5	+100	+0,8	13 580	-50	-0,4	+170	+1,3
Construction	12 550	+30	+0,2	+240	+1,9	13 600	-90	-0,7	+140	+1,0
Commerce ; réparation auto.	27 780	+100	+0,3	+820	+3,1	28 260	+30	+0,1	+830	+3,0
Services marchands	64 310	+440	+0,7	+2 140	+3,4	66 430	+320	+0,5	+1 960	+3,0
Transports et entreposage	13 810	+80	+0,6	+60	+0,4	14 560	+30	+0,2	-20	-0,2
Hébergement et restauration	9 660	+240	+2,6	+820	+9,3	9 790	+270	+2,8	+880	+9,9
Information et communication	3 500	+60	+1,7	+190	+5,8	3 520	+60	+1,6	+190	+5,8
Services financiers	6 060	+30	+0,5	+160	+2,8	6 140	+30	+0,5	+170	+2,8
Services immobiliers	1 240	0	-0,2	-20	-1,4	1 250	-10	-0,9	-50	-3,5
Services aux entreprises	21 110	+20	+0,1	+520	+2,5	22 060	-70	-0,3	+420	+1,9
Services aux ménages	8 950	+20	+0,2	+400	+4,7	9 110	+20	+0,2	+370	+4,2
Services non marchands	74 950	-150	-0,2	-110	-0,1	75 230	-170	-0,2	-90	-0,1
Ensemble	210 470	+420	+0,2	+3 000	+1,4	216 620	-150	-0,1	+2 650	+1,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

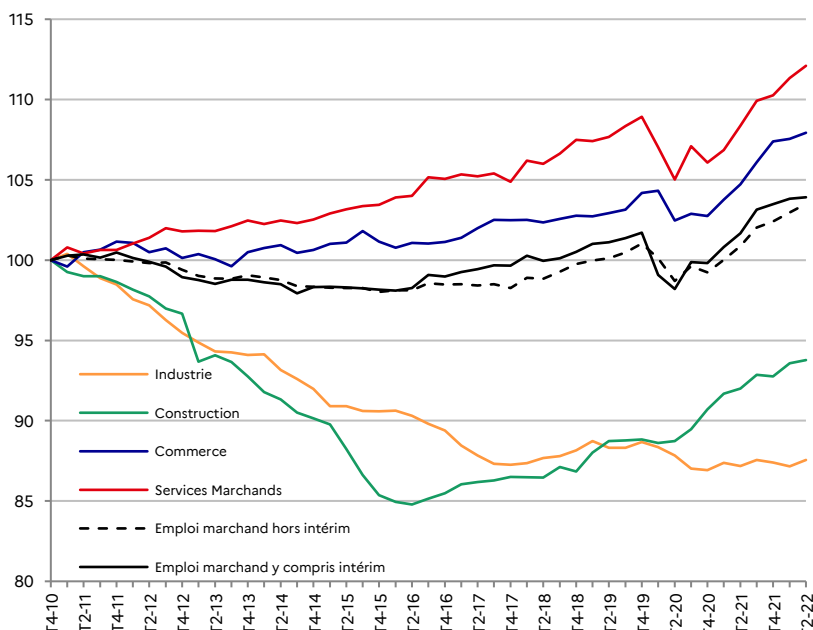
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

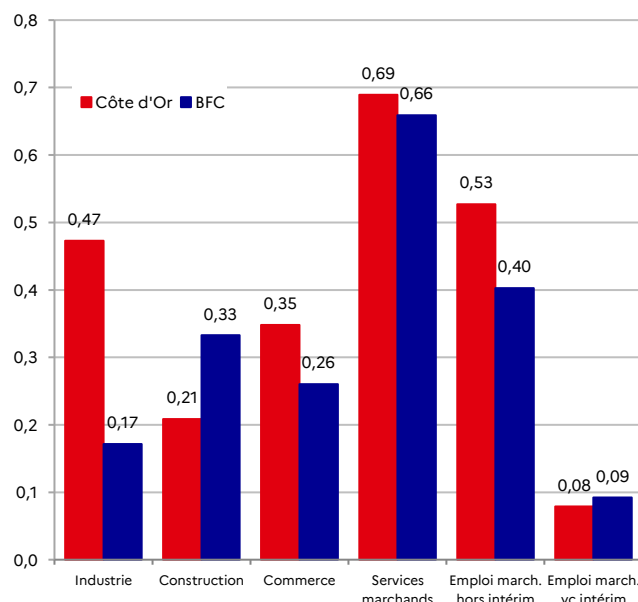
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} trim. et le 2^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Côte d'Or 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	80	-17,5	+2,3	1,7	+0,1	90	0,0	+50,0	1,9	0,0
Industrie	2 460	-4,4	-1,6	8,6	-0,2	2 500	-5,7	+0,8	2,4	+0,2
Construction	1 220	-7,4	-10,6	8,8	-1,1	1 240	-8,8	-8,8	3,5	+0,2
Commerce	490	-13,1	+5,7	1,7	+0,0	550	-6,8	+12,2	1,3	0,0
Services	2 640	-3,0	-0,9	3,9	-0,2	2 790	-3,5	+6,1	1,1	-0,3
Ensemble	6 890	-5,3	-2,5	4,8	-0,2	7 170	-5,4	+2,3	1,8	-0,2

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

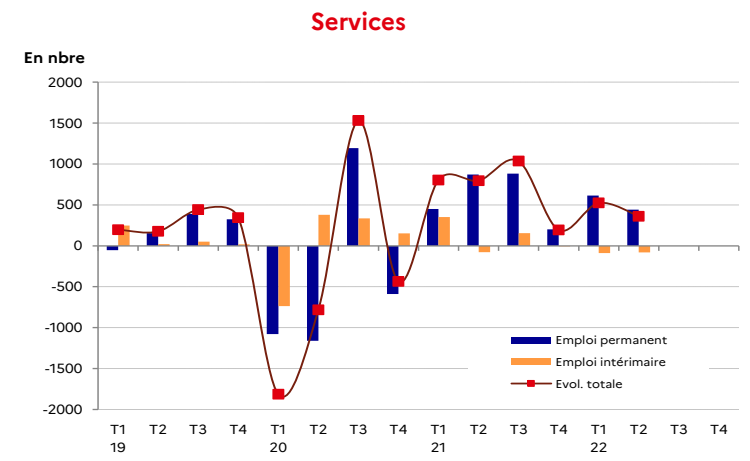
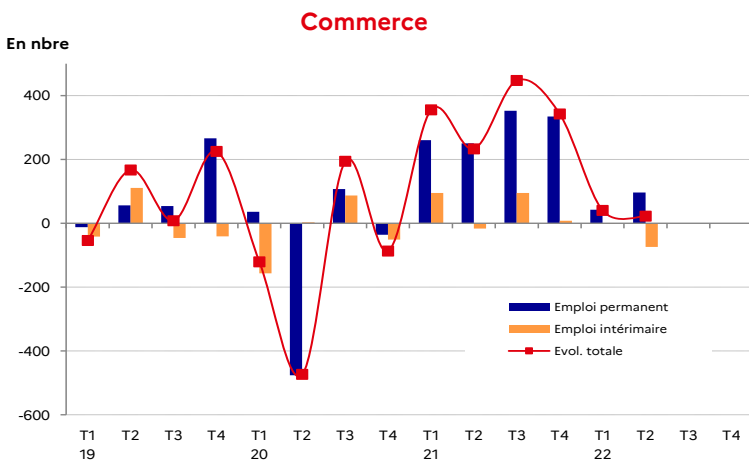
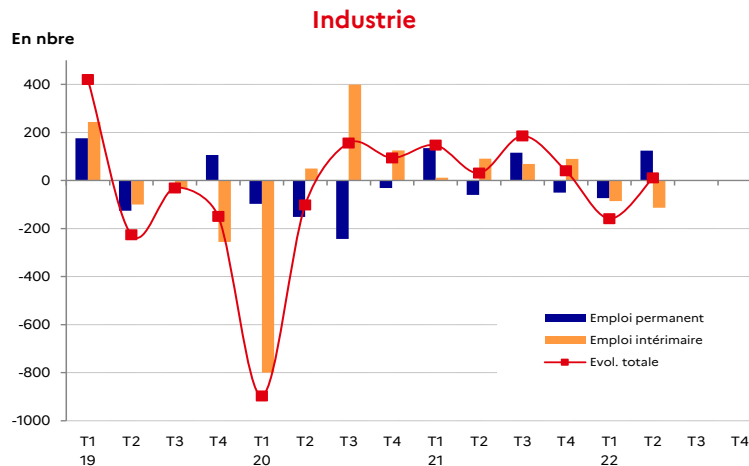
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Côte d'Or		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2^{ème} trimestre 2022						
Embauches		1 698	1 130	4 929	44 822	52 579
Répartition en %		3,2	2,1	9,4	85,2	100,0
dont en % :						
	CDD	52,4	40,6	66,9	89,7	85,3
	< 25 ans	33,9	28,4	53,8	25,1	28,1
	25 - 49 ans	47,0	59,9	35,8	46,3	45,7
	50 - 54 ans	6,7	6,1	4,7	9,9	9,3
	55 ans ou plus	12,4	5,6	5,7	18,7	17,0
	Femmes	44,3	13,5	58,1	63,7	61,5
Sorties		1 603	1 161	4 612	44 841	52 217
Répartition en %		3,0	2,2	8,8	85,3	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	36,2	26,7	53,7	86,0	80,3
	dont CDD < 1 mois	58,3	25,2	71,0	89,3	87,3
	Demissions	28,2	32,8	21,2	6,2	8,8
	Licenciements économiques	1,1	3,1	1,2	0,3	0,5
	Licenc. non économiques	9,8	15,1	7,2	2,3	3,2
	Retraite	8,2	3,5	2,0	0,7	1,1
	Ruptures Conventionnelles	6,0	8,2	4,3	1,1	1,7
	< 25 ans	26,9	26,4	45,6	23,6	25,7
	25 - 49 ans	43,7	57,1	40,3	46,7	46,3
	50 - 54 ans	6,6	6,5	5,0	9,9	9,3
	55 ans ou plus	22,9	10,1	9,1	19,8	18,7
	Femmes	43,0	12,5	59,5	64,1	61,9

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

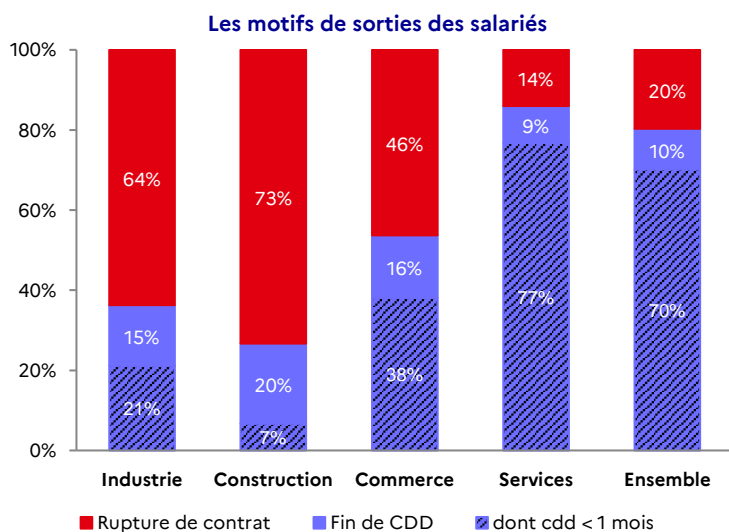
L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

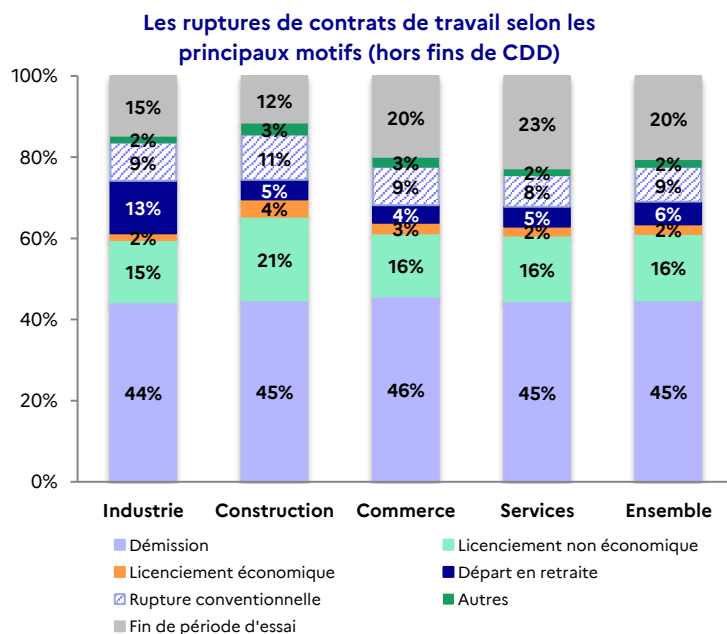
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 2^{ème} trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 52,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,1 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus



Lecture : dans le commerce, 38 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 44 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Côte d'Or		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2^{ème} trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,7	60,8	12,7	15,9	52,0	31,3
Embauches		14 784	24 007	4 871	8 917	32 345	9 335
dont en % :							
	CDD	85,1	81,1	88,6	95,1	88,6	88,3
Sorties		13 418	24 179	4 850	9 770	32 302	8 644
dont en % :							
	Fins de CDD	78,7	77,4	87,2	86,2	84,7	83,5
	dont CDD < 1 mois	81,6	86,7	92,0	93,3	88,4	83,6
	Demissions	10,1	11,2	5,6	2,8	7,1	8,4
	Licenciements économiques	0,1	0,6	0,7	0,7	0,4	0,0
	Licenc. non économiques	4,6	3,3	1,9	1,6	2,3	3,1
	Retraite	0,0	0,0	0,1	5,8	0,8	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,7	2,5	1,3	1,0	1,3	0,5

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 95,1 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

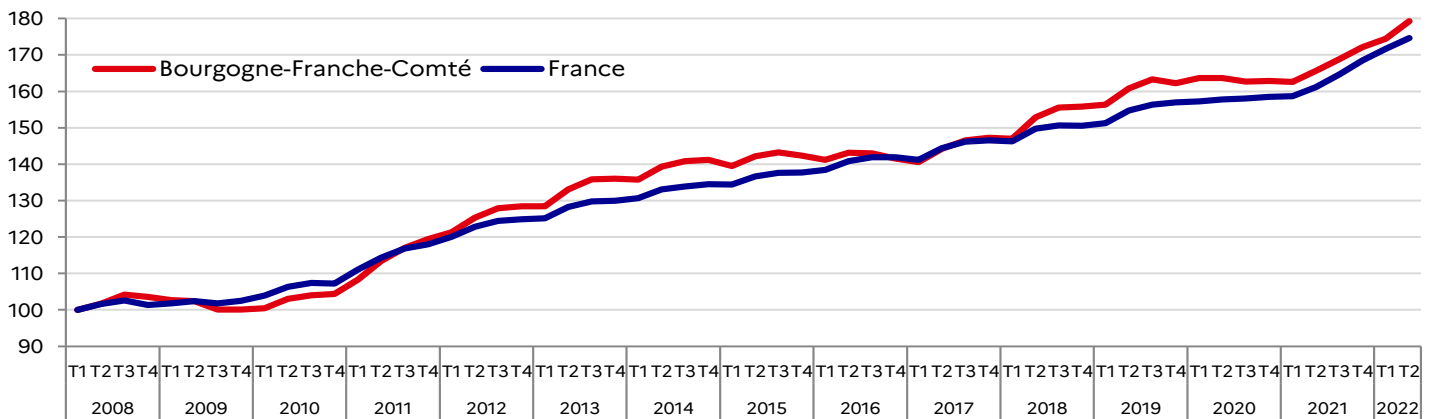
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 620	21,9	-0,1	+2 650	+1,2	175	0,4	+3,6	+28	+19,0
Doubs	222 456	197 950	20,0	+0,1	+2 090	+1,1	30 308	71,7	+2,7	+2 270	+8,1
Jura	105 149	88 170	8,9	+0,4	+980	+1,1	6 995	16,5	+2,6	+422	+6,4
Nièvre	70 977	64 490	6,5	+0,1	+650	+1,0	16	0,0	+6,7	+2	+14,3
Haute-Saône	92 428	69 040	7,0	-0,1	+430	+0,6	596	1,4	+4,9	+94	+18,7
Saône-et-Loire	211 125	191 580	19,4	+0,0	+2 460	+1,3	205	0,5	+1,0	+17	+9,0
Yonne	126 632	110 150	11,2	-0,0	+740	+0,7	27	0,1	+12,5	+6	+28,6
Territoire de Belfort	55 791	49 440	5,0	+0,1	+270	+0,5	3 948	9,3	+3,4	+383	+10,7
BFC	1 105 129	987 430	100,0	+0,0	+10 280	+1,1	42 270	100,0	+2,8	+3 222	+8,3

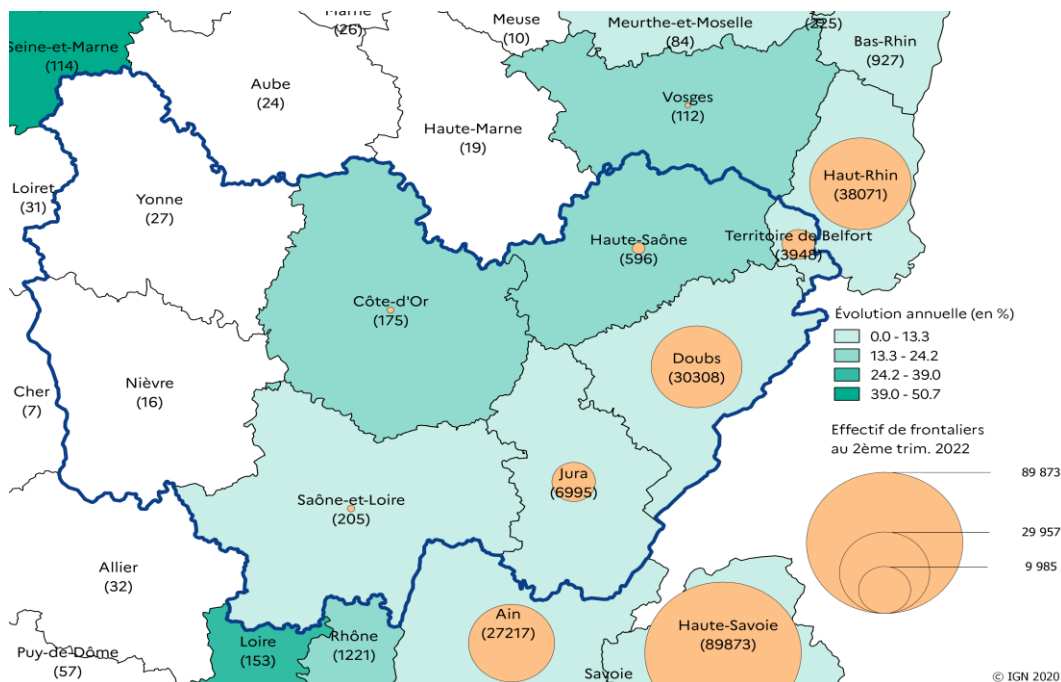
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,1% dans le Doubs. Ce département comptabilise 30 308 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Côte d'Or			BFC
	T3 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	110	373	-13,7	-25,7
dt jeunes	35	129	+0,8	-20,5
dt Education Nat.	s	10	-37,5	-26,7
dt Collectivités	31	86	-42,3	-44,1
dt résidents QPV	8	31	+47,6	-5,2
dt résidents ZRR	53	157	-	-
CIE Jeunes	77	291	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	424	1 274	-28,8	-42,4
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	426	1 372	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	20	82	-7,9	-22,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2022)				
- secteur public	0	12	+71,4	-4,8
- secteur privé	185	469	+2,0	+8,1

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/
	2022	2022	cumul 2021
Côte d'Or	406	406	+8,6
Doubs	458	458	0,0
Jura	303	303	-11,7
Nièvre	201	201	-26,4
Haute-Saône	213	213	+33,1
Saône-et-Loire	501	501	-11,3
Yonne	396	396	-4,3
Territoire de Belfort	161	161	+59,4
BFC	2 639	2 639	-1,8

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Côte d'Or		BFC
	T3 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	287	-15,8	-20,4
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	464	-31,3	-29,4
IAE (au 1T2022)	1 329	+4,6	+3,2

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH). Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 877	-3,6	37 553	+3,1	8 507	+4,0	1 733	-10,0
Doubs	12 517	-1,3	33 250	+2,3	10 367	+1,0	1 953	-5,9
Jura	3 623	-6,7	15 457	+1,5	5 220	+2,2	780	-4,5
Nièvre	5 700	-2,3	13 600	+0,8	6 273	+0,6	897	-9,4
Haute-Saône	4 083	-4,1	15 123	+0,7	5 363	+1,5	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 033	-5,3	36 703	+2,3	11 797	+2,8	2 193	-9,6
Yonne	8 770	-3,5	23 267	+1,6	7 737	+3,3	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 290	-0,2	9 697	+3,0	2 367	+2,6	750	-0,9
BFC	58 893	-3,3	184 650	+2,1	57 630	+2,3	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

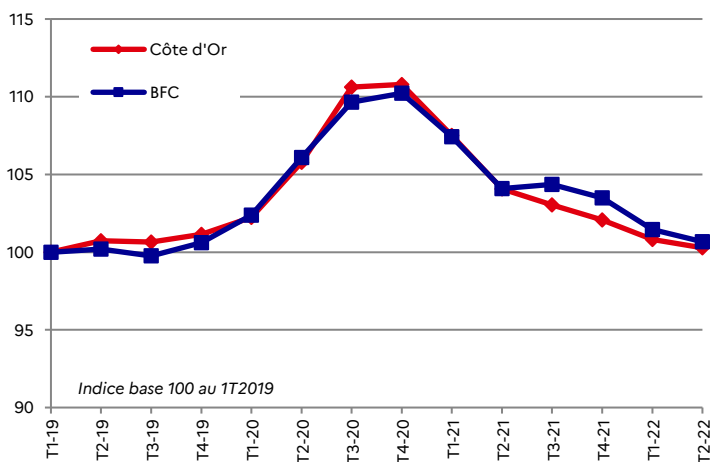
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

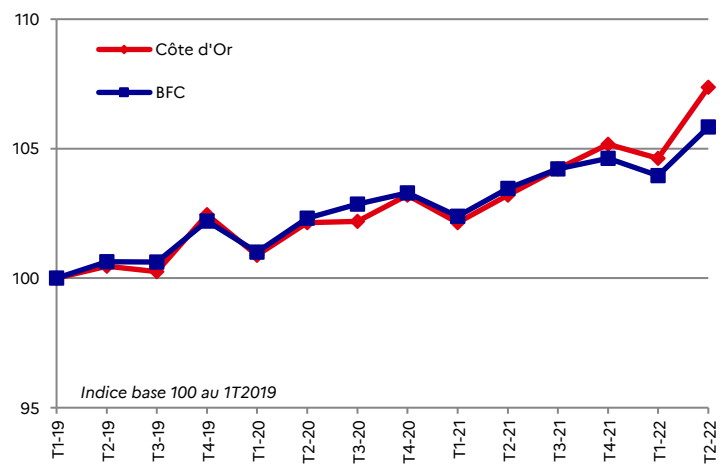
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

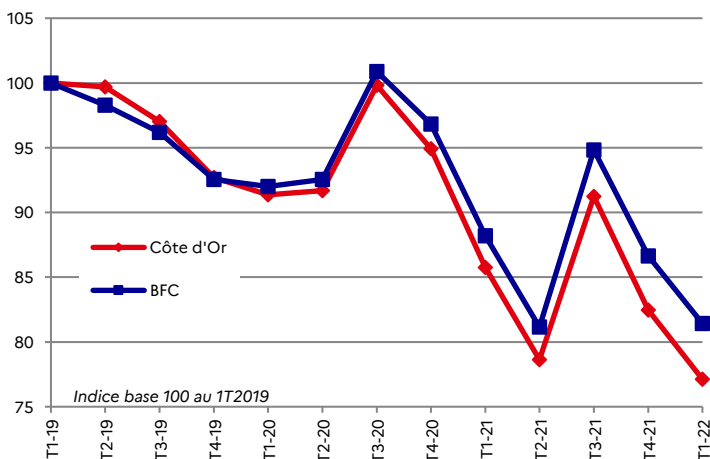
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

